

L'idylle de Sarko et Kadhafi a fait un pédégé heureux

LA récente flambée de violence entre milices libyennes rivales, à l'est du pays, risque fort – entre autres dégâts – d'anéantir un ouvrage qui doit beaucoup à la France : l'hôpital de Benghazi. Ce don de la patrie des droits de l'homme au peuple « libéré » (de la dictature) par Sarko résulte d'un épisode étrange et méconnu de la fameuse « libération des infirmières bulgares ».

Dès son arrivée à l'Élysée, Nicolas Sarkozy fait une priorité de la libération des cinq infirmières et du médecin palestinien détenus depuis huit ans dans les geôles de Kadhafi. La négociation avec le Guide est serrée. Kadhafi cherche une réhabilitation politique, un accès à l'énergie nucléaire (Paris promet une usine de dessalement à réacteur atomique) et des cadeaux sonnants et trébuchants. Le Qatar, pour plaire à Sarko, en fournit l'essentiel. Mais Kadhafi exige aussi, entre autres, l'équipement complet et la mise en service de l'hôpital universitaire de Benghazi, coquille aussi vide que luxueuse, construite par les Coréens dans les années 80. Ce geste « médical » doit même, selon des témoins, amorcer la pompe à contrats franco-libyens.

La chance du débutant

A Paris, Cécilia Sarkozy, qui a conduit la négociation sur les infirmières, convoque Jean Dufrique, consul de France à Benghazi (toujours en fonctions). « Elle m'a dit, très en verve : "Vous allez démarrer une grande mission pour la France !" » raconte celui-ci. Sarko nomme deux hommes de confiance : Christophe Bigot, fonctionnaire au Quai d'Orsay, et Boris Boillon. Cet ancien ambassadeur en Tun-

sie s'est récemment distingué, en se faisant piquer, gare du Nord, avec 400 000 euros en espèces dans un sac de sport.

Le 22 juillet 2007, le duo réunit plusieurs conseillers des ministres de la Santé, de la Défense et des Affaires étrangères ainsi que des partenaires privés. Parmi ces derniers, un équipementier médical, Ideal Medical Product Engineering (IMPE). Une boîte vraiment récente : elle ne déposera ses statuts que huit mois plus tard ! C'est pourtant elle qui décroche – grâce à son expérience ? – le marché d'équipement de l'hôpital libyen. Montant, fixé par l'Élysée : 30 millions d'euros.

Contrats sans effort

Comment sortir l'argent des caisses de l'État ? L'Agence française de développement est sollicitée. Le 1^{er} septembre 2008, elle reçoit 30 millions pour « intervenir dans le financement de cette opération ». Un financement public versé à une boîte privée (IMPE) sans le moindre appel d'offres.

Ce n'est pas tout : en septembre 2009, le Benghazi Medical Center est inauguré par le secrétaire d'État à la Coopération, Alain Joyandet, entouré de dignitaires libyens. L'hôpital dispose de 300 lits flambant neufs et de matériel de pointe, mais toujours pas de personnel ! Justement, Olivier Carli, patron d'IMPE, connaît une société spécialisée dans la gestion hospitalière : Denos Health Management. Laquelle sera inscrite au tribunal de commerce de Paris... six jours après l'inauguration.

Sans coup férir, Denos remporte le contrat de gestion administrative de l'hôpital, à hauteur de 85 millions d'euros. L'essentiel des parts de Denos appartient, via des entreprises-

écrans, à une structure londonienne contrôlée par... Olivier Carli. « C'était pour les Libyens, explique-t-il, je ne voulais pas qu'ils sachent que j'étais propriétaire des deux sociétés. »

En deux ans, cet heureux patron a donc récupéré 115 millions de contrats. En partie compromis, hélas, par la chute du Guide, en 2011. Et qui, de plus, auraient pu être affectés par des « pertes en ligne ». C'est ce qu'insinue un rapport remis, en août 2011, aux ministères de la Santé et des Affaires étrangères. Il évoque des « rumeurs délétères » et l'« absence de vision claire sur le suivi et le contrôle des investissements (...) et des dépenses ». Comme si, au pays de Kadhafi et de ses successeurs, les bonnes affaires ne pouvaient fleurir sans arrosage...

J. C.

Le Canard enchaîné